

PROCÈS-VERBAL

Troisième assemblée de la coalition montréalaise pour la rémunération des stages

26 Novembre 2017 - Université de Montréal

Présences

Groupes avec mandats

ADEESE-UQAM	Alexandre Clément
AETS-UQAM	Adam Pétrin
AETS-UQAM	Mathilde Laforge
AFESH-UQAM	Roxanne Lachance
AESSUM	Sarina Motta
AGEECGG	Simon Boyer
Comité féministe en travail social de l'UQAM	Sandrine Belley
CUTE-CVM	Félix Dumas-Lavoie
CUTE-MV	Bastien Daguerre
CUTE-UdeM	Mircea Adamoiu
CUTE-UQAM	Annabelle Berthiaume
CUTE-UQAM	Jeanne Bilodeau
CUTE-UQAM	Camille Marcoux
CUTE-UQAM	Emily Zajko
SÉTUE-UQAM	Ines Benessaiah
SOGÉÉCOM	Kaella Stapels

Participation individuelle et organisations observatrices

15\$ maintenant	Cheolki Yoon
AFESPED-UQAM	Virginie Robert
ADEPUM	Félix Trudeau
AVEQ	Kristen Perry
AVEQ	Clément Dallaire-Maltais
CSU	Ahmed Badr
Éducation UQAC	Médéric Potvin
FECQ	Mathieu Huot
MER-MTL	Kylian Leblanc
MER-MTL	Gérôme
MER-MTL	Chloé Ledébonnaire
SWSA McGill	Vincent Mousseau
Stagiaires de l'École du Barreau	Gianluca Campofredano

Animation et secrétariat

Animation	Nicholas Bourdon
Secrétariat	Valérie Simard
Secrétariat	Etienne Simard
Traduction	Anas Bouslikhane

Ouverture à 11:24.

Mircea du CUTE-UdeM propose Nicholas Bourdon au présidium et Valérie Simard et Etienne Simard au secrétariat. Sarina de l'AESSUM appuie.

Ordre du jour

1. Ouverture, présidium, ordre du jour et procédures;
2. Tour de table;
3. Retour sur le 10 novembre;
4. Varia;
5. Plan d'action;
6. Actions régionales à venir;
7. Structures;
8. Collaborations et partenariats;
9. Finances et transparence;
10. Médias et communication.

Nicholas du présidium souligne que les terres sur lesquelles nous sommes réunis font partie du territoire traditionnel des Kanien'keha:ka (Mohawks), qui a longtemps servi de lieu de rassemblement et d'échange entre les nations.

1. Ouverture, présidium, ordre du jour et procédures

1. Proposition

Que l'ordre du jour soit le suivant :

1. Ouverture, présidium, ordre du jour et procédures
2. Tour de table;
3. Structures;
4. Retour sur le 10 novembre;
5. Plan d'action
6. Actions régionales à venir;
7. Collaborations et partenariats;

8. Finances et transparence;
9. Médias et communication;
10. Varia

Proposé par Mircea du CUTE-UdeM. Appuyé par Sarina de l'AESSUM.

1.1. Amendement

Proposition de décaler le point 3. Structure au point 7.

Proposé par Annabelle du CUTE-UQAM. Appuy par Mircea du CUTE-UdeM.

Adoptée à l'unanimité

1.2 Amendement

Que le point 10. Varia comprenant la présentation de la campagne 15\$ maintenant soit fait en priorité.

Intégré à l'amiable par le proposeur et l'appuyeuse.

2. Tour de table:

Les participant.es se présentent à tour de rôle.

3. Retour sur le 10 novembre

Annabelle du CUTE-UQAM fait un bilan du 10 novembre, journée internationale des stagiaires. À l'UQAM s'est tenue une manifestation interne d'au moins 100 personnes dans les couloirs, qui s'est arrêtée devant l'École de travail sociale et le bureau de la formation pratique de la faculté des sciences de l'éducation : discours, bruit, musique. La manif est sortie pour se rendre au rassemblement pour la rémunération des stages au Square-Victoria et est passée par le Cégep du Vieux-Montréal. Il y a eu un pépin de communication. Au rassemblement au square victoria, les discours étaient très bons, il faisait très froid. Drop de bannière organisé par le MER-Mtl au Collège Dawson et au Cégep de Saint-Laurent.

Sarina de l'AESSUM ajoute qu'il y a eu 2 journées de grève en travail social à l'UdeM. Il y a eu un haut taux de réponse, les gens étaient vraiment intéressés.

Mircea du CUTE de l'UdeM désire faire un bilan des activités de la CRAIES. La CRAIES est une campagne qui vise à obtenir une compensation pour le stage final en enseignement. Il explique la distinction entre la demande de compensation et l'obtention d'un statut de travailleurs, travailleuses. La CRAIES a décidé de faire une semaine d'actions culminant le 10 novembre. Les actions se sont résumées à organiser des kiosques dans les campus où la campagne est déjà implantée. Malgré la proposition de Mircea que la CRAIES partage les activités du 10 novembre, l'organisation s'est contentée de partager ses propres activités pour finalement partager une vidéo du rassemblement le 14 novembre. Mircea aimerait que la coalition discute de la collaboration avec la CRAIES.

Adam de l'AETS-UQAM dit qu'il serait souhaitable à l'avenir que soit organisées davantage d'actions et d'activités locales. À l'UQAM il y aurait nécessité d'organiser davantage d'actions d'éclat. Au sujet de la CRAIES, on ne devrait pas collaborer, la récupération a été dégueulasse. Nous devrions nous positionner là-dessus.

De l'AGEECGG n'a pas une opinion tranchée sur la collaboration avec la CRAIES. Il croit qu'une simple clarification permettrait de régler les malentendus. Il nous annonce que le congrès du PLQ vient d'adopter la compensation pour le stage final en enseignement.

Annabelle du CUTE-UQAM dit que la CRAIES a tenté de discréditer le mouvement pour la rémunération de tous les stages en jouant la carte médiatique. Il n'y a d'avancée que depuis la mobilisation de la dernière année par la campagne pour la rémunération de tous les stages, alors que la CRAIES mène une campagne depuis des années. Il y a des associations d'éducation qui ont des positions en faveur de la rémunération de tous les stages. Elle se voit mal défendre auprès des étudiantes en TTS au Cégep du Vieux-Montréal qu'on se batte pour la compensation du stage 4 en enseignement. La collaboration n'est pas souhaitable.

Mircea du CUTE UdeM croit que la stratégie de la CRAIES n'est pas efficace. Il lit un des messages partagés par la CRAIES. Il demande si la CRAIES a déjà participé à la coalition. Il explique la difficulté de diffuser du matériel de la campagne des CUTE dans les campus où la CRAIES est impliquée, alors que les personnes qui y sont impliquées disent partager l'information de la campagne. Il considère qu'il n'y pas de travail qui se fait à la CRAIES.

Jeanne du CUTE-UQAM est membre de l'ADEESE-UQAM. Beaucoup de monde à l'ADEESE est fâché vis-à-vis de la récupération du 10 novembre par la CRAIES.

L'ADEESE a partagé le communiqué de l'AVEQ qui dénonçait cette récupération par la CRAIES et l'UEQ. La participation de l'ADEESE à la CRAIES sera rediscutée et remise en question à l'ADEESE pour contrer le corporatisme de la campagne pour la compensation du stage 4 en enseignement.

Annabelle du CUTE-UQAM. Un autre élément du bilan du 10 novembre, la diffusion d'une déclaration signée par plus d'une soixantaine de groupes. Ce serait intéressant de continuer à diffuser la déclaration parce que cela permet d'avoir des discussions dans différents milieux à propos de la campagne et d'obtenir des appuis. Il y a même eu quelques appuis à l'extérieur du Canada (États-Unis, Mexique), à Moncton il y a eu des actions de visibilité. La diffusion de la déclaration permet de montrer que l'on n'est pas seul.es à Montréal.

Jeanne du CUTE-UQAM souligne le succès de la journée du 10 novembre, mais précise que beaucoup de tâches de coordination ont été prises en charge par des militant.es de l'UQAM. Il serait profitable pour tout le monde de partager et de décentraliser l'organisation pour structurer et élargir la lutte pour la rémunération des stages.

Bastien du CUTE MV indique que nos revendications ont été reprises, par Québec Solidaire notamment. Par contre c'est seulement pour le stage final en éducation. Est-ce en lien avec la CRAIES? Le cégep MV ne pourrait absolument pas appuyer une telle proposition puisque cela n'est pas pertinent pour les étudiant.es des techniques.

Kristen de l'AVEQ nous informe qu'à l'UQAR il y a eu café causerie sur la rémunération des stages et un drop de bannières au centre-ville de Rimouski. À l'UQAC, il y a eu kiosque en vue d'un positionnement pour la rémunération de stages.

4. Varia : présentation de la campagne 15\$/heures

Cheolki du CTI et de la campagne 15\$ maintenant nous indique que cela fait déjà 3 ans que les campagnes sur le salaire minimum ont été lancées au Québec. C'est une des campagnes les plus importantes dans les dernières années. Mais on arrive à un point de saturation. Comment élargir et poursuivre cette campagne. Ailleurs, la revendication s'articule souvent avec d'autres revendications. Dès le début au Québec, il y a un intérêt pour les questions étudiantes. Plusieurs associations étudiantes appuient la campagne, mais il y a peu de visibilité. Comment articuler la campagne à la réalité étudiante? Au niveau national, il n'y a pas de structure unitaire: il y a 3 blocs. Pour

prendre une position commune, ça prend du temps : la question des stages, ce serait long...

Par contre, la structure est flexible et il y a une rencontre à chaque mois. Il est possible de faire des propositions. Le samedi 27 janvier, il y aura une grande journée de réflexion, il serait opportun de concrétiser la possibilité de collaboration entre la campagne 15\$/heure et la rémunération des stages.

Virginie de l'AFESPED-UQAM demande quels sont les 3 blocs: 15 maintenant, comités de quartier, Comité des travailleurs, travailleuses immigrant.es.

Minimum 15 (FTQ), 5-10-15: la plus importantes, centrales syndicales, collectif Québec sans pauvreté...

Camille du CUTE-UQAM trouve que c'est intéressant d'avoir des propositions d'autres groupes et que cela pourra être discuté dans les groupes. Elle pense qu'une collaboration est possible. Seul hic : nous n'avons pas de salaire, mais il pourrait y avoir un lien fait avec la campagne 15 maintenant.

Ines du SETUE-UQAM indique que le SETUE appuie cette campagne et tente de faire un lien entre la précarité étudiante et la demande d'un salaire minimum à 15\$. Il y a d'ailleurs eu une présentation sur le sujet à l'automne avec le IWW et l'IRIS. L'organisation est intéressée à poursuivre la campagne.

Mircea du CUTE-UdeM indique qu'au niveau du salaire minimum actuel, une personne est sous le seuil de pauvreté. Ce serait une reconnaissance de l'insuffisance du salaire minimum. C'est cohérent avec la revendication pour un statut de travailleuses qui permet aux étudiant.es une plus grande autonomie financière.

Emily du CUTE-UQAM indique l'appui récent de QS. On précise toutefois que dans les organismes communautaires ce ne serait pas possible de salarier à 15\$. Il importe donc de s'allier avec la revendication du 15\$/h qui doit défaire des contre-arguments de même nature que sur les stages.

Vincent de SWSA McGill indique que c'est soit une rémunération, soit une compensation. Donc ce n'est peut-être pas aussi clairement un appui à la campagne.

Emily du CUTE UQAM précise que ça doit s'accompagner nécessairement d'une bonification du financement des groupes communautaires.

Félix du CUTE-CVM demande s'il y a une position en faveur de la rémunération de tous les stages du côté de la campagne 15\$ maintenant.

Mircea du CUTE-UdeM souligne qu'une décision pourrait être ramenée dans les groupes participant à la coalition. Pas nécessaire de prendre une décision maintenant.

Cheolki de la campagne 15\$ maintenant indique que pour le moment, la reconnaissance des stages comme un travail et 15\$ serait une augmentation du revenu. Il y a une zone d'ombre concernant le travail migrant, payé en dessous du salaire minimum, donc il y a une reconnaissance de leur statut de travailleuse.eurs pour le respect de leurs droits. Concernant l'aide sociale, plusieurs personnes ne sont pas sur le marché du travail mais il y a une collaboration sur la question de la pauvreté, notamment avec la Coalition Main rouge : partage d'information entre les deux coalitions. Concernant les sources de financement pour la rémunération des stagiaires, c'est une autre problématique à régler. Au niveau municipale : revendication de bonifier le financement des organismes communautaires. Ce sont donc quelques pistes d'articulation entre les campagnes.

5. Plan d'action

5.1. Proposition

Une plénière de 20 minutes pour partager les idées de mobilisations.

Proposée par Annabelle du CUTE UQAM. Appuyée par Adam Pétrin de l'AETS

Adoptée à l'unanimité.

Début plénière

Adam Pétrin de l'AETS demande s'il y a des événements cet hiver qu'on pourrait cibler pour organiser une journée d'action. On pourrait répéter l'expérience d'une journée de grève.

Sarina de l'AESSUM a reçu beaucoup de feedback pour des idées d'Activités à venir. Grève a bien marché mais côté implication étudiante, il faut se rappeler qu'il faut inclure et rejoindre les personnes qui ont moins de temps pour venir dans les activités et pour s'approprier l'enjeu de la rémunération des stages. Exemple aller dans les classes. Avant la mobilisation, il faut que les gens comprennent bien l'enjeu et se l'approprient. Axer davantage sur l'information dans des endroits accessibles.

Sandrine du Comité féministe en travail social de l'UQAM est d'accord avec ce que Sarina a dit. Il faudrait cibler un événement afin de tenir une journée de grève. Elle considère que le vendredi, ce n'est pas très mobilisateur parce que les gens n'ont pas vraiment de cours et en profite pour travailler. Elle demande finalement s'il y a de l'information à propos des mobilisations autour du G7.

Emily du CUTE-UQAM indique qu'il y a des salons des stages qu'on peut investir pour informer, exemple un kiosque pour indiquer les mauvaises conditions des stages.

Gianluca, stagiaire de l'École du Barreau indique deux moments dans l'année qui lui semble pertinents. Le 1er mai, fête du travail surtout soulignée dans les pays européens, avec une importance symbolique. Le second moment, durant les journées de promotion des professions (les salons, organisés par différents programmes) où se retrouvent des employeurs qui vendent leur milieu...

CSU a besoin de souligner les programmes particuliers qui ont des stages non-rémunérés, parler de leur expériences personnelles sur les conditions des stagiaires. Des récits de vies réels à présenter au gouvernement sur les conditions des stagiaires.

Virginie de l'AFESPED-UQAM informe que le G7 se passe à la Malbaie début juin. Une coalition a été bâtie au mois de septembre. Une 2e assemblée a eu lieu il y a quelques semaines. Prochaine assemblée en janvier. D'ici là, des comités vont se rencontrer pour penser la logistique à présenter en janvier pour lancer la mobilisation. Pour le 1er, la CLAC a l'habitude de lancer la mobilisation pour le 1er mai. Cette année, manque de ressource pour organiser cette manif en plus du G7. La CLAC va sonder les groupes pour élargir l'organisation du 1er mai.

Sandrine du Comité féministe en travail social de l'UQAM demande à ce que son intervention ne soit pas notée au procès-verbal.

Adam de l'AETS suggère de décentraliser l'organisation de différentes actions tout au long de l'hiver. Mais ça implique que les groupes s'approprient la campagne dans leurs milieux. On peut visiter les députés, par exemple, et éventuellement organiser un événement commun.

Kristen de l'AVEQ indique qu'il y aura un camp de mobilisation le 2 au 4 février. Pour l'accessibilité aux études il sera intéressant d'organiser des ateliers à ce sujet, mais les organisations membres de l'AVEQ sont moins habitués à organiser des grèves il est donc nécessaire de faire un partage de connaissances à ce sujet. Aussi ce serait

intéressant d'organiser une tournée dans les régions afin de lancer les coalitions régionales. AVEQ Il y aura des congrès et rencontres des partis politiques en vue des élections. Occasion de perturber. Salons de l'emploi à perturber aussi.

Annabelle du CUTE-UQAM récapitule les dates qui s'en viennent. Le 20 février, il y a la Global Intern Coalition qui lance un appel à la grève des stages à l'international. L'année dernière c'était le 18 et ça a bien fonctionné. C'est intéressant de s'inscrire dans des actions à l'international. C'est sûr que ça arrive vite dans la session...Le G7 s'est intéressé, même si à l'université il n'y a plus d'école, mais c'est une bonne occasion de discuter dans les autobus, de faire de la mob et d'élargir. Il y a aussi le 8 mars, l'année dernière plusieurs personnes avaient organisé des événements dans leurs campus. C'est un bon moment pour inscrire la revendication dans le mouvement féministe, de visibiliser que c'est surtout des femmes qui sont des stagiaires non rémunérées. On a commencé un photoboot à l'UQAM, on pourrait faire un album commun avec des étudiant.es dans différents campus afin de visibiliser que c'est une revendication qui parle à beaucoup de monde et pas juste en enseignement.

Etienne du secrétariat indique qu'il est au comité éducation de la coalition du G7 (RRAG7). Possibilité d'inclure l'enjeu des stages non-rémunérés ou mal payés à l'international dans le matériel de mobi en vue du contre sommet, possibilité d'inviter des militantes du RRAG7 à faire des ateliers dans nos activités de formation. L'attention sera tournée vers le Québec entre le 1er mai et le sommet du G7, et on a déjà des contacts en France, Belgique, États-Unis, Mexique, Grande-Bretagne, on peut être une plaque tournante pour la diffusion d'un appel international à la mobilisation mondiale des stagiaires.

Gianluca doute de la bonne volonté des partis politiques. Il doute que ce qui s'est passé en 2012, ça ne part pas des congrès mais bien des pressions étudiantes. Il a cherché de l'information à propos de la rémunération des stages à l'international, surtout en Europe. Il y a des groupes qui sont déjà actifs sur ces questions là-bas. Le seul groupe qui semble avoir réussi, c'est Génération Précaires (France), publication d'un livre "Sois Stage et tais-toi". Le groupe organisait des flash mob, tous les stages de plus de deux mois en France sont maintenant rémunérés - le minimum serait environ 500 euros par mois. Le code de l'éducation a été amendé, on parle d'une gratification

Virginie de l'AFESPED-UQAM souligne que la troisième ronde de négociation autour de l'ALÉNA aura lieu à Montréal. Ce serait une bonne occasion d'organiser quelque chose.

Sandrine du Comité féministe en travail social de l'UQAM indique qu'il y aura des journées de grève du communautaire début février, possibilité de grève rotative. Il y

aurait des possibilités de solidarité avec les groupes communautaires pour obtenir un appui aux mobilisations pour la rémunération des stages.

Etienne au secrétariat revient sur l'information donnée par Gianluca. Il y a encore des groupes qui s'organisent en France (Solidaire étudiant.es et l'Union des étudiants communistes) sur la question des stages. Pour eux, le cadre légal est vraiment insuffisant puisqu'on reconnaît un statut particulier aux stagiaires qui bénéficient d'une partie seulement des protections de travailleur.se.s. Il s'agit donc de se mobiliser pour obtenir les protections minimales prévues par la loi.

Mircea du CUTE-UdeM indique qu'en 2012 on s'est battu pour bloquer la hausse des frais de scolarité. Ça s'est soldé par une indexation. Certain.es sont satisfait.es parce que Jean Charest est parti. L'idée c'est de demander plus que ce qu'on veut afin d'obtenir ce qu'on veut dans un contexte de négociation.

Fin de la plénière.

5.2. Proposition

Que les groupes membres de la coalition aillent chercher des appuis et le respect d'une éventuelle grève des stagiaires dans le milieu communautaire et syndical en les invitant à signer la déclaration.

Proposé par Camille du CUTE-UQAM. Appuyée par Mircea CUTE-UdeM

Camille du CUTE-UQAM explique que la déclaration traduite en trois langues permet un premier contact avec les organismes communautaires et syndicats. Étant donné la possibilité de la grève du communautaire en hiver, on peut faire un lien entre la campagne des stages et le financement du communautaire - c'est l'occasion de faire des liens de solidarité avec les OC.

Adam Pétrin de l'AETS. La déclaration permet de parler du travail accompli. Ça ne demande pas tant de travail, surtout si on est déjà impliqué.e dans une groupe.

Mircea du CUTE-UdeM explique que la CRAIES est allé chercher beaucoup d'appuis des syndicats déjà. Il a l'impression que la campagne n'est toutefois pas connue dans les milieux de travail. Il pense que d'obtenir les appuis de ces mêmes syndicats pourrait affecter la CRAIES.

Adopté à l'unanimité.

5.3. Proposition

Trouver des moyens pour mobiliser/impliquer les centres de formation professionnelle (DEP).

Proposé par Bastien du CUTE-MV. Appuyé par Adam de l'AETS.

Bastien du CUTE-MV explique que les étudiant.es au DEP ont aussi des stages non-rémunérés. Ce sont des appuis intéressants à aller chercher.

Adam de l'AETS parle de l'intérêt de rejoindre les gens au DEP. Il explique qu'il y a eu un conflit avec les employeurs qui font affaire avec l'ITHQ. Il pourrait être intéressant de les impliquer s'il y avait une grève des stages.

Emily du CUTE-UQAM est au DEP en horticulture indique qu'elle n'a pas d'association étudiante, la structure est une de délégué.es de classe. Les stages sont courts mais non rémunérés. Elle trouve très intéressant, même si le lien difficile avec le reste des étudiant.es de l'École des métiers des Faubourgs.

Sandrine de l'AETS se demande si c'est facile de rentrer dans ces écoles, mais elle pense que ce serait vraiment intéressant de diffuser les revues ou des tracts, des affiches dans ces milieux.

Adopté à l'unanimité

5.4. Proposition privilégiée

Une pause de 30 minutes pour le dîner une fois le point 4 actuel complété.

Proposé par Jeanne du CUTE-UQAM . Appuyé par Sarina de l'AESSUM.

Adoptée à l'unanimité

5.5. Proposition

Considérant que l'AVEQ a un budget pour les formations et une position pour soutenir les étudiant.es en régions

Considérant que la coalition veut soutenir la formation d'autres coalitions régionales

Que soit organisée une tournée de formation dans les régions.

Proposé par Kristen de l'AVEQ. Appuyé par Annabelle du CUTE-UQAM.

Kristen explique que l'AVEQ a un budget pour les formations qui pourraient être utilisé pour fonder les coalitions régionales.

Jeanne du CUTE-UQAM indique que c'est une très bonne idée et indique qu'il serait bien que ça se fasse tôt en session, en janvier.

Kristen de l'AVEQ indique que janvier est ciblé.

Camille du CUTE UQAM demande si des personnes sont déjà intéressées à participer à une tournée dans les régions.

Nicholas au présidium se dit intéressé.

Sarina de l'AESSUM demande des précisions sur la proposition.

Kristen de l'AVEQ indique qu'il pourrait, par exemple, y avoir deux personnes qui se promènent dans les différentes régions. Deux idées de volet : volet histoire et volet actions futures. Explication de la coalition montréalaise.

Médéric, étudiant d'éducation à l'UQAC, indique que la distance est grande entre les campus et souligne la nécessité d'une job d'éducation pour clarifier la distinction rémunération/compensation. En région, pour qu'il y ait coalitions, ce travail d'éducation est essentiel.

Adam de l'AETS demande si la tournée concernerait seulement les associations membres de l'AVEQ. Il se demande si en une semaine c'est faisable. Finalement, il demande qui va prendre en charge l'organisation de la tournée.

Kristen de l'AVEQ aimerait que l'organisation se fasse en collaboration entre l'AVEQ et la coalition. Il serait intéressant qu'il y ait aussi des personnes des cégeps qui peuvent expliquer leur contexte. Elle aimerait aussi que la tournée touche aussi des associations non-membres de l'AVEQ.

Jeanne du CUTE-UQAM indique qu'une fois la proposition adoptée, on pourra mettre un comité pour chacune des tâches.

Médéric UQAC mentionne que pour diffusion et éducation, potentiel pour sciences infirmières, car se sentent mises de côté par la CRAIES, qui est très visible en région.

Étienne du secrétariat indique que dans les régions non-montréalaises c'est sûr que les coalitions seront plus petites. L'objectif des coalitions régionales c'est de donner l'occasion à une diversité de groupes et de personnes impliquées de coordonner une campagne tout en respectant les modes d'organisations des différentes organisations et des régions. En Outaouais, ça risque de commencer avec quatre groupes/assos, mais c'est l'occasion de débiter le travail. Peut-être que ce sera d'abord juste à Chicoutimi, mais il s'agit surtout d'implanter la campagne dans une région.

Sarina de l'AESSUM suggère qu'on inscrive maintenant les gens qui désirent s'impliquer dans le comité.

Adam de l'AETS préfère qu'on forme les comités à la fin du point.

Mircea du CUTE-UdeM indique qu'il faudra préciser les tâches pour chaque comité pour éviter les problèmes vécus par le comité sur la déclaration du 10 novembre.

Adopté à l'unanimité.

5.6. Proposition

Que la coalition organise une journée de grève le 20 février.

Que la coalition organise une journée d'action et de mobilisation décentralisée pour la journée du 8 mars.

Que la coalition organise un contingent pour les manifestations du 1er mai.

Proposé par Jeanne du CUTE-UQAM. Appuyé par Sandrine du Comité féministe en travail social de l'UQAM.

Annabelle du CUTE-UQAM demande s'il y a des associations qui pensent que c'est possible d'organiser une journée de grève le 20 février?

Sarina de l'AESSUM considère que même si ça arrive vite, elle croit que ce serait possible en TS à l'UdeM et pense même que d'autres associations pourraient être en grève

Vincent de SWSA McGill indique qu'il est possible d'essayer dans son association mais que ce pas évident. Il rappelle qu'en 2012 il y a eu GGI de cette association

Simon de l'AGEECGG indique qu'il y a CA du Cégep le 20 février, occasion de perturber la rencontre.

Adam de l'AETS il pense que ce serait possible de tenir une journée de grève le 20 février. Selon lui, les associations qui étaient en grève en novembre, il ne devrait pas y avoir de difficultés à une nouvelle journée de grève.

5.6.1. Amendement

Que la coalition organise une journée d'actions locales et/ou de grève pour le 20 février.

Proposé par Jeanne du CUTE-UQAM. Adam de l'AETS-UQAM.

Intégré à l'amiable

Félix de l'ADEPUM est en lien avec des associations de l'UdeM et considère qu'il serait raisonnable d'avoir une mobilisation à l'UdeM le 20 février prochain.

Bastien du CUTE-MV croit qu'il sera possible de tenir une journée de grève au Cégep Marie-Victorin.

Camille, enseignante au collégial, explique qu'elle tente actuellement de mobiliser des profs de cégep qui s'étaient mobilisés autour du 1er mai en 2015. Elle pense que ce serait une bonne opportunité de les mobiliser à nouveau autour de cette date.

Virginie de l'AFESPED-UQAM demande une précision sur le 1er mai, à savoir si on organise le premier mai ou si on se joint à ce qui est organisé pour le 1er mai.

Jeanne du CUTE-UQAM explique qu'elle ne s'oppose pas à ce que des participant.es de la coalition s'impliquent dans l'organisation du 1er mai, mais que pour l'instant elle propose au moins qu'il y ait un contingent dans la manif.

Adam de l'AETS-UQAM indique qu'il n'engagerait pas la coalition tout de suite à organiser le 1er mai.

Adoption à l'unanimité.

5.7. Proposition

Qu'un comité de recherche soit mis sur pieds.

Proposé par Adam de l'AETS-UQAM. Appuyé par Alexandre de l'ADEESE-UQAM.

Adam de l'AETS-UQAM indique qu'il serait intéressant qu'il y ait des statistiques, des chiffres...en 2007 on avait chiffré les montants autour de la gratuité scolaire. Il serait pertinent d'avoir des trucs un peu plus tangibles pour appuyer la revendication.

Nicholas au présidium explique qu'il y a déjà eu un sondage organisé par le CRIS-UQO.

Sarina de l'AESSUM indique que la FAECUM fait une recherche au sujet de la compensation en enseignement et devrait en faire une cet hiver pour l'ensemble des stages.

Simon de l'AGEECGG explique que la FAECUM a aussi documenté l'itinérance cachée.

Ahmed de CSU la personne à la recherche a dû être remplacé. Ça devrait être terminée en 2018. Mais la recherche concerne surtout la situation à Concordia.

Kristen de l'AVEQ indique qu'une ressource a été embauchée afin de faire une recherche pour obtenir un portrait global de la situation des stages au Québec. On pourrait nous donner une information plus précise si on le désire cette semaine.

Bastien du CUTE MV indique que l'AGECM (Cégep Édouard Montpetit) a fait passer un questionnaire sur la réalité des stages au cégep et ils sont à l'aise à ce que le questionnaire soit réutilisé dans les autres cégeps. Il indique qu'à la dernière rencontre intercégep, Édouard-Montpetit ont présenté les résultats d'une recherche qu'elles ont fait. Suggère que le questionnaire utilisé peut être utilisé sur les autres campus.

5.8. Proposition

Que la coalition appuie les campagne pour le 15\$ de l'heure.

Que la coalition invite les campagnes à appuyer le 15\$ de salaire minimum pour les stagiaires.

Proposé par Annabelle du CUTE-UQAM. Appuyée par Félix CUTE-Vieux Montréal.

Annabelle du CUTE-UQAM explique que c'est un point de départ pour créer une solidarité avec ces campagnes. Alligne ces coalitions sur la reconnaissance du statut de travailleuses.eurs pour les stagiaires et non compensation.

Sandrine du Comité féministe en travail social de l'UQAM rappelle que plusieurs stagiaires qui sont rémunéré.es ont déjà un salaire de 15\$/heure, il ne s'agit donc pas d'une revendication irréaliste.

Adopté à l'unanimité.

Pause dîner de 30 minutes à 13h26.

Reprise de l'assemblée à 14h00.

5.9. Proposition

Que soient former les comités de travail suivants :

Comité de coordination déclaration / appui:

Mathilde (AETS)

Adam (AETS)

Sandrine (Comité féministe en travail social UQAM)

Etienne (CUTE-UQAM)

Sandrine Boisjoli (CUTE-UQAM)

Comité tournée de formation / coalition régionale

Annabelle (CUTE-UQAM)

Emily (CUTE-UQAM)

Nicholas (CUTE UdeM)

Sarina (CUTE UdeM)

Kristen (AVEQ) et AVEQ

Comité DEP:

Emily (CUTE-UQAM)

Sandrine (Comité féministe en travail social UQAM)

Gianluca (Stagiaire de l'École du Barreau)

Comité de coordination 20 février:

Adam (AETS-UQAM)

Mathilde (AETS-UQAM)

Kaella (SOGEECOM)

Felix (CUTE-CVM)

Sarina (CUTE-UdeM)

Sandrine (Comité féministe de travail social UQAM)

Comité de coordination 8 mars:

Jeanne (CUTE-UQAM)

Roxanne (AFESH-UQAM)

Félix (CUTE-CVM)

Kaella (SOGEECOM)

Camille (prof cégep)

Comité de coordination 1er mai:

Gianluca (Stagiaire de l'École du Barreau)

Camille (CUTE-UQAM)

Camille (prof cégep)

Comité recherche:

Camille (CUTE-UQAM)

Alexandre (ADEESE)

GianLuca (Stagiaire de l'École du Barreau)

Mireille (AETS-UQAM)

Kristen (AVEQ)

Comité de coordination 15\$/heure:

Ines (SÉTUE-UQAM)

Jeanne du CUTE-UQAM précise que ce serait important de faire des suivis (bilan de rencontre) sur la liste de diffusion.

Kristen demande qu'une liste des personnes impliquées dans les comités et de leur comité soit envoyée sur la liste de diffusion. Jeanne du CUTE-UQAM s'en charge.

6. Actions régionales à venir

Bastien du CUTE-MV indique que le SECMV a fait une grève le 10 novembre. Dans leur mandat de grève, il était indiqué que la journée de stage ne sera pas reprise. Mais la direction du Cégep de Marie-Victorin va reprendre la journée de stage, va tenir un piquet dur le 14 décembre et invite les membres de la coalition à venir aider en renfort.

Valérie du secrétariat suggère que l'information concernant la journée de piquetage dur du SECMV sera diffusée sur la liste de distribution.

6.1. Proposition

Que la coalition invite ses membres à participer et à diffuser l'information pour le piquetage lors de la journée de reprise de grève du SECMV le 14 décembre prochain.

Proposé par Adam de l'AETS-UQAM. Appui de Jeanne du CUTE-UQAM.

Adam de l'AETS-UQAM souligne que c'est intéressant d'organiser un blocage dur pour empêcher la pratique de reprise des journées de grève. C'est aussi une bonne occasion de mobilisation.

Adopté à l'unanimité.

7. Structure

Simon de l'AGEECGG indique que suite à des discussions avec d'autres associations étudiantes collégiales, il y a un malaise par rapport à la structure de fonctionnement, notamment dû au fait que des personnes non-élues participent à la prise de décision concernant des associations avec un exécutif élu.

7.1. Proposition

Considérant que selon le fonctionnement actuel de la coalition, des personnes non-élus prennent des décisions impliquant des organisations démocratiques

Considérant que l'implication de chaque individu dans le coalition est pertinente et nécessaire

Considérant que la coalition représente des milliers d'étudiants à travers les organisations membres

Que le coalition se dote d'un système de votation à double majorité, demandant le vote de la majorité des individus et de la majorité des organisations présentes pour faire approuver toute décision.

Proposé par AGECEGG. Appui de Adam de l'AETS-UQAM.

Emily du CUTE-UQAM demande demande clarification si organisation compte seulement association étudiante ou tous les groupes.

Simon de l'AGECEGG indique que d'autres groupes peut compter comme une organisation sans problème.

Mircea du CUTE-UdeM ne comprend pas comment un système à double paliers réglerait la problématique soulevé. Il demande une précision afin de savoir si c'est l'ensemble des décisions qui serait soumise à cette façon de faire.

Simon de l'AGECEGG explique qu'il y aurait deux tours de vote, un premier concernant les individus et un deuxième les organisations.

Jeanne du CUTE-UQAM indique qu'elle est contre cette proposition, tout en comprenant les préoccupations derrière. Il s'agit d'une coalition de mobilisation. Les propositions qui légitiment les positions doivent être faites dans nos AG. Elle donne l'exemple du 10 novembre. On ne prend pas de décisions pour les membres, on parle des possibilités de mobilisation.

Etienne du secrétariat n'est pas contre la proposition, parce qu'il ait un enjeu par rapport à la diversité des organisations / individus représentés à la coalition. L'objectif est bien de coordonner des actions. Il y a tout de même des groupes qui sont redevables pour leur budget, par exemple. Les votes sont souvent plus indicatifs, à savoir est-ce que les individus sont prêts à aller dans une direction, est-ce que les personnes qui sont en contexte de représentation sont prêtes à amener les propositions dans leurs instances, à y consacrer des ressources. Si on continue à considérer la structure comme une instance de travail, et que la coalition ne prend pas de mandat de représentation.

Mircea indique qu'il ne s'agit pas d'une association représentative, nous ne sommes pas l'ASSÉ. Il invite les militant.es ici parce qu'ils ou elles sont mandaté.es par leur association ce qu'ils et elles en pensent.

Ahmed de CSU indique qu'il est ici parce que mandaté par CSU de travailler sur les stages non rémunérés.

Vincent de SWSA McGill indique que en présence pour observation, voir la dynamique et les activités à venir de la coalition.

Simon de l'AGECGG, souligne que dans le cahier il y a toujours la liste des membres qui ont officiellement rejoint la coalition. Il précise que ce n'est pas tant au niveau du budget que ça pose problème, mais l'influence politique de la coalition va grandissante et lorsqu'elle parle en tant que coalition, elle parle au nom des groupes qui y sont impliqués. C'est dans le but d'avoir une plus grande démocratie et représentation des membres que les associations ou organisations représentent au sein de la coalition. Il s'agit d'avoir une certaine sécurité afin de ne pas laisser un pouvoir plus grand des individus ou des associations.

Mathieu de la FECQ souligne la difficulté dans les cégeps de susciter l'implication. Il peut être répulsif pour les associations collégiales de ne pas sentir que leurs membres puissent avoir un poids réel. Créer deux canaux pour réussir à pondérer ces deux canaux.

Roxanne de l'AFESH-UQAM explique qu'il est difficile de prétendre à la neutralité. En tant que représentante, elle pense qu'il est souvent possible d'être à l'aise de défendre les positions de l'association. Il n'est pas difficile pour une personne de concilier ses positions d'association et ses positions personnelles. Si une position ne va pas dans le sens des positions de l'AFESH, l'AFESH ne va simplement pas appliquer cette décision. Il peut être préférable de maintenir un cadre décentralisé.

Bastien du CUTE-MV explique qu'il est là en tant que délégué et que son rôle est de s'assurer que les mandats de l'association étudiante sont respectés.

Camille du CUTE-UQAM appelle à battre la proposition. Elle comprend que les inquiétudes proviennent de la crainte que les prises de position publiques posent problème. L'exemple du 10 novembre a montré que les seules prises de position publique concernaient la rémunération des stages mais que les actions étaient faites au nom des différentes organisations. Elle souligne que ce n'est pas la coalition qui fait de la mobilisation. Ce sont les organisations et les individus qui amènent des idées à la

coalition, pas l'inverse. La question de la démocratie la dérange puisqu'elle considère que la légitimité n'est pas plus grande pour une personne élue que pour une personne qui parle en son nom.

Adam de l'AETS-UQAM indique que la plupart des décisions ici sont prises à majorité très fortes. Même s'il décide d'apporter les décisions de la coalition dans les instances de son association, c'est l'AG qui décidera, ce n'est pas lui qui va apprendre à l'AG que la coalition a décidé que son association sera en grève. Il donne l'exemple du 10 novembre que ce sont des individus qui ont pris en charge la coordination et non les groupes.

Mircea du CUTE-UdeM pose des questions par rapport au quorum : exemple est-ce que deux associations auraient le poids de bloquer la proposition portée par 90 individus. Appui aussi l'idée que ce n'est pas la coalition qui impose des actions, ce sont les personnes présentes qui proposent et prennent des tâches. La nature des organisations présentes à la coalition sont différentes aussi, par exemple les CUTE n'ont pas de mandat de représentation.

Mathieu de la FECQ indique qu'il y a ici beaucoup plus de gens de l'UQAM et très peu de gens de Gérald-Godin, et donc plus de vote pour l'UQAM que pour GG. Indique que si les militant.es de la FECQ venaient en groupes, ils et elles pourraient prendre le contrôle et dénaturer l'esprit de la coalition, et ce serait écoeurant.

Simon de l'AGEECGG revient sur l'argument qui dit que lorsqu'il y a un appel à la grève on n'oblige pas les membres à adopter de mandat de grève. Le problème selon lui est que le nom de l'association est associé à la coalition. Mais une personne qui représente une association ne peut empêcher que son association soit incluse dans une décision qui ne respecte pas ses mandats. Il répète qu'il a un souci d'équilibre. D'autres cégeps partagent ce malaise et il considère que cela nuit à l'implication d'un plus grand nombre à la coalition.

Sandrine du Comité féministe de travail social à l'UQAM indique qu'une personne élue ne représente jamais l'ensemble de ses membres. La déclaration engage les groupes qui l'ont signée et non l'ensemble des membres de la coalition. Elle considère aussi que ce qui est décidé à la coalition n'engage pas les membres des associations. Il doit y avoir des ag dans les associations ensuite.

Jeanne du CUTE-UQAM constate une inquiétude à l'effet qu'un groupe prenne le contrôle sur la coalition. Au fil des rencontres il y a de plus en plus de diversité parmi les

groupes. Ex. SOGEECOM, CUTE-UQAM, AETS-UQAM, AFESH, MER etc. La dynamique va dans le sens inverse d'une prise de contrôle par un seul groupe.

Mircea du CUTE-UdeM comprend les inquiétudes soulevées. Il revient sur la crainte d'une prise de contrôle par les universités montréalaises. Il précise qu'il s'agit d'une coalition régionale montréalaise et que l'objectif est que de telles coalitions soient créées dans toutes les régions. Les groupes peuvent faire des actions sur une base individuelle, on peut difficilement contrôler ce qui sera diffusé par les médias - d'autres organisations pourraient aussi décider de poser des gestes au nom de la coalition. On doit s'entendre sur l'objectif de la coalition, dans quelle perspective elle veut agir.

Félix du CUTE-CVM les médias peuvent parfois dire que la coalition revendique quelque chose alors que ce sont des individus, il peut y avoir des malentendus. Autour de lui il y a beaucoup d'intérêt pour la rémunération des stages, mais il y a des problèmes de mobilisation. La meilleure façon de démocratiser, c'est en décentralisant les centres de décisions directement sur les campus, dans les comités de mobilisation et pas seulement dans les AG. Plus intéressant pour les personnes qui ont moins de temps de participer.

Emily du CUTE-UQAM elle considère que ce ne serait pas du tout du sabotage si plusieurs personnes d'un campus venait pour faire des propositions, au contraire, ce serait souhaitable. Elle demande la question préalable.

Les tours de paroles suivant seront entendu avant de passer au vote.

Kyril du MER souligne que lorsqu'on fait une action politique, la représentativité pèse pour très peu. Il donne l'exemple de son expérience d'exécutif où il pouvait prétendre représenter 3000 personnes alors que la majorité de ces gens ne connaissaient pas l'existence de son association. Il indique que si la FECQ pouvait mobiliser 40 personnes à venir à la coalition, ce serait souhaitable et à l'image de la mobilisation réelle dans le cadre de la lutte actuelle.

Kaella de la SOGEECOM a de la difficulté à comprendre le malaise autour des prises de décision à la coalition, Elle considère que les asso présentes ont des mandats sur la rémunération des stages. Les décisions concernent la mobilisation et ne vont pas dans des directions politiques imprévues.

Adam de l'AETS-UQAM comment évalue-t-on le groupe au nom duquel tu te présente à la coalition. Il rappelle la discussion au sujet du salariat étudiant: la décision a été prise en

considérant la composition des participant.es à la coalition et il n'y a pas eu de volonté d'imposer une position.

Virginie de l'AFESPED-UQAM comprend que la coalition est organisée sur la base qualitative et non quantitative. Partage des tâches et orientation et non pas exécutive. Elle vote pas en fonction de sa représentation à l'AFESPED mais en fonction de ce qu'elle pense. Elle ramènera par la suite à l'information à l'AFESPED qui prendront position.

Mathieu de la FECQ rappelle que le mode de fonctionnement dans les cégeps n'est pas le même et il y a un attachement au principe de représentativité. Les exec se sentent plus à l'aise d'avoir un mandat avant de prendre position dans une coalition. Sur la base d'être élu.e, les exec désirent représenter le plus possible les intérêts des membres de l'asso. Si on veut participer à une mobilisation, il faut sentir qu'on est appuyé par une base, par l'intermédiaire d'un mandat. C'est vrai qu'il y a beaucoup d'associations présentes, mais on s'inquiète que des associations ne voudraient plus s'impliquer si elles sentent qu'elles ne peuvent représenter leurs membres.

Vincent de SWSA MCGill s'oppose à l'adoption à l'unanimité.

Simon de l'AGEECGG demande le vote secret,

Pour :2

Contre : 20

Abstention : 2

Rejeté à majorité.

Ahmed de CSU indique que la question de la structure se posera certainement à mesure que la coalition prend de l'ampleur. Pour l'instant on peut se concentrer sur les projets et sur le dossier des stages non-rémunérés.

8. Collaboration et partenariat

8.1 Proposition

Que la coalition rende rapidement et en tout temps accessible à ses membres l'ensemble de ses procès-verbaux et de ses informations comptables.

Proposée par Bastien du SECMV. Appuyé par Annabelle du CUTE-UQAM.

Bastien du CUTE-MV explique que SECMV a déjà eu des problèmes avec l'ASSÉ qui ne rendait pas disponible ses documents financiers et les procès-verbaux et il considère que c'est important d'avoir ce souci de transparence.

Annabelle du CUTE-UQAM indique qu'il n'y a pas d'écriture comptable. Au sujet des pv, ils sont systématiquement envoyés sur la liste courriel. Elle invite donc à adopter cette proposition rapidement.

Adoptée à l'unanimité.

8.2. Proposition

Qu'il y ait des prévisions budgétaires de la coalition à partir des budgets destinés à la campagne dans chacun des groupes membres afin de connaître les besoins financiers de la coalition et de coordonner la recherche de financement.

Proposé par Kristen de l'AVEQ. Appuyé par Adam de l'AETS-UQAM.

Adam de l'AETS-UQAM rappelle que c'est important que chaque personne participant à la coalition sollicite des budgets à leurs associations.

Jeanne du CUTE-UQAM indique qu'il faudra qu'une ou deux personnes prennent en charge cette tâche pour que la proposition soit réalisée. Elle donne l'exemple du 8 mars et du 20 février ou les groupes prennent en charge les dépenses nécessaires à sa réalisation.

Virginie de l'AFESPED-UQAM suggère que soit créé un comité budget.

Kristen de l'AVEQ précise qu'il serait important de fournir l'information si les budget dégagé par une association ont des lignes précises, par exemple, l'AVEQ a du budget pour une tournée de formation.

Camille du CUTE-UQAM indique que le CUTE Magazine ne devrait pas être traiter de ça, il s'agit d'une publication qui se penche sur le travail étudiant et pas spécifiquement sur la question des stages. Elle souhaiterait que les informations financières des différentes organisations soient publiées, mais pas de créer un comité finances. Elle invite à ce qu'on s'adresse directement aux organisations qui détiennent l'argent.

Adam de l'AETS pense que chaque comité peut évaluer les coûts. Il considère que ça n'a pas besoin d'être trop formel, mais qu'il s'agit d'avoir une meilleure idée des fonds nécessaires. Il pense qu'il n'y a pas suffisamment de temps.

Nicholas du présidium demande si des groupes pourraient contribuer pour couvrir les frais de l'organisation de l'assemblée d'aujourd'hui.

Ahmed de CSU dit que CSU pourrait contribuer pour le lunch.

Adopté à l'unanimité.

Responsable pour compiler l'information financière :

Camille (CUTE-UQAM)

Valérie (CUTE-UQAM)

Adam (AETS-UQAM)

Simon (AGEECGG)

9. Médias et communication

9.1. Proposition

Considérant la volonté du SECMV de décentralisation des communications,

Considérant les critiques apportés par le SECMV face au fonctionnement de l'ASSÉ,

Considérant le point sur la rotation des tâches de notre mandat de positions de principe sur ladite coalition,

Que la coalition mette en oeuvre la rotation des porte-parole.

Que lorsqu'il y a prise de parole au nom de la coalition, il y ait toujours un.e porte-paroles des cégeps et un.e porte-paroles des universités et que la proportion d'homme cis en tant que porte-parole soit d'au plus 50%.

Proposé par Bastien du CUTE-MV. Appuyé par Adam de l'AETS-UQAM.

Bastien du CUTE-MV explique qu'il s'agit d'une volonté que la coalition représente bien les membres.

Vincent de SWSA McGill indique qu'il serait souhaitable de compléter la proposition en ajoutant personnes non-binaires.

Félix du CUTE-CVM explique que cette proposition a été écrite alors qu'on ne savait pas quelle forme prendrait la coalition et que cette proposition ne semble pas cohérente avec les décisions prises aujourd'hui.

Nicholas du présidium indique que les porte-parole pour la coalition étaient désigné par le comité organisateur.

Etienne du secrétariat souligne qu'il lui semble incohérent de parler de prise au nom de la coalition compte tenu de ce qui a été décidé quant à la représentativité. Il faudrait que les prise de parole désignées par la coalition se fasse en tant que stagiaires et non pas au nom de la coalition.

Kaella de la SOGEECOM de considère que la rotation des porte-paroles permet de répondre à l'incohérence soulevée par Étienne.

9.1.1. Amendement

Simon de l'AGEECGG indique qu'il faut pas qu'un porte-parole parle au nom de la coalition. Il serait souhaitable qu'on décide de porte-parole pour des projets particuliers, par exemple pour une déclaration. Il n'est pas pertinent de désigner des porte-parole en tout temps.

Roxanne de l'AFESH-UQAM revient sur la proposition en soulignant que c'est ce qu'elle veut dire: il y a une rotation et les porte-paroles sont choisis lorsqu'il y a besoin de porte-paroles.

Mircea du CUTE-UdeM indique par exemple que porte-parole est exigé par journaux et il faut faire la rotation. Il donne l'exemple du Huffpost Québec.

Adam de l'AETS-UQAM explique qu'il n'y aura jamais une personne responsable de représenter la coalition en tout temps.

Camille du CUTE-UQAM considère que l'exemple de Mircea ne s'applique pas à la situation discutée actuellement. Il ne s'agit pas de prendre parole dans les journaux au nom de la coalition. Chaque fois que nécessaire, il faudrait discuter de la personne qui sera responsable de porter une position publiquement.

Simon de l'AGEECGG demande une précision sur la proposition.

Bastien du CUTE-MV indique que l'esprit de la proposition c'est de changer de porte-parole pour chaque projet ou sortie publique.

Adam de l'AETS-UQAM rappelle que c'est possible de solliciter de l'aide sur la liste courriel pour organiser la rencontre. La tâche d'organisation ne veut pas dire tout organiser, mais il s'agit de coordonner l'organisation de la rencontre.

Camille du CUTE-UQAM a rédigé avec plusieurs une checklist des éléments à considérer pour l'organisation d'une rencontre de la coalition. Elle sera annexée au présent pv et sera envoyé largement. Elle pourra également être bonifiée.

10. Clôture

10.1. Proposition

Que la prochaine réunion de la coalition se tienne la fin de semaine du 27-28 janvier.

Proposé par Jeanne du CUTE-UQAM. Appuyé par Adam de l'AETS-UQAM.

Adopté à l'unanimité.

Kristen de l'AVEQ indique que leur camp de mobilisation sera les 3-4 février.

10.2. Proposition

Que la rencontre de la coalition se tienne au collège Maisonneuve la fin de semaine du 27-28 janvier 2018.

Proposé par Kaella de la SOGÉÉCOM. Appuyé par Sarina de l'AESSUM.

Adam de l'AETS-UQAM aimerait que les tournées d'appel pour inviter les groupes soient décentralisées.

Annabelle du CUTE-UQAM invite les gens à prendre des CUTE magazine et des autocollants.

Jeanne indique que les adresses courriel seront ajoutées au participant.es des différents comités.

Clôture de l'assemblée à 15h43.